

(1)

( N° 51. )

# Chambre des Représentants.

---

SESSION DE 1853 — 1854

## COMMISSION DES PÉTITIONS.

---

### FEUILLETON N° 4.

---

M. DE LIÈGE, 1<sup>er</sup> rapporteur.

- | Numéros<br>du<br>Feuilleton. | Numéros<br>du registre des<br>pétitions. |  |
|------------------------------|--|--|
| 1.                           | 7950.                                    | Par pétition datée de Hannut, le 7 juin 1848.<br>Le sieur Denis prie la Chambre de modifier la loi du 12 juin 1816, quant aux ventes d'immeubles dans lesquelles les mineurs sont intéressés. — Concl. — Renvoi à M. Ministre de la Justice.   |
| 2.                           | 7954.                                    | Par pétition datée de Lanaeken, le 11 juin 1853,<br>Des habitants du 7 <sup>e</sup> district agricole de la province de Limbourg demandent que la compagnie concessionnaire du chemin de fer de Hasselt à Maestricht soit obligée de construire un embranchement de Bilsen sur Ans, par Tongres, et d'établir une station à Lanaeken — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics. |
| 3.                           | 7955.                                    | Par pétition datée de Namur, le 9 juin 1853,<br>Le sieur Lambotte, professeur de sciences à Namur, proteste contre les assertions de M. le Ministre de l'Intérieur, au sujet de la réorganisation de l'athénée de cette ville, et demande l'autorisation de le poursuivre de ce chef. — Concl. — Ordre du jour.  |
| 4.                           | 7962.                                    | Par pétition datée de Seviscourt, commune de Bras, le 19 juin 1853,<br>Le sieur Hermant demande un subside pour continuer ses études de dessin. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.   |

5. 7969. Par pétition datée de Thisnes, le 9 juin 1853,  
Le conseil de cette commune déclare adhérer à la pétition du conseil communal de Hannut, relative à la concession d'un chemin de fer de Huy à Landen, par la vallée de la Mehaigne et Hannut. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
6. 7971. Par pétition datée de St-Trond, le 16 novembre 1853,  
Le conseil communal de cette ville prie la Chambre d'accorder à l'ingénieur Stevens la concession d'un chemin de fer de Liège à Diest, par Tongres, Looz, St-Trond et Léau, avec embranchement de Vottem sur Ans. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
7. 7992. Par pétition datée de Hasselt, le 7 octobre 1853,  
La députation permanente du conseil provincial du Limbourg prie la Chambre de décréter la construction d'un canal d'embranchement de Maeseyck au canal de Maestricht à Bois-le-Duc. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
- M. MOREAU, 2<sup>me</sup> rapporteur.
8. 7975. Par pétition datée de Mons, le 6 juillet 1853,  
Le sieur Scheuer prie la Chambre de décider quel est le domicile de secours des personnes naturalisées et de celles, nées dans les parties cédées du Luxembourg et du Limbourg, qui n'ont habité aucune commune du pays pendant le nombre d'années voulu par la loi pour acquérir un nouveau domicile de secours. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
9. 7993. Par pétition datée de Lamallieu, le 7 novembre 1853,  
Le sieur Bachelot, ancien régisseur des prisons de Liège, demande une augmentation de pension. — Concl. — Ordre du jour.
10. 7980. Par pétition datée de Namur, le 1<sup>er</sup> novembre 1853,  
Le sieur Muschaert demande que l'on continue les travaux pour l'achèvement de la colonne du Congrès. — Concl. — Dépôt au bureau des renseignements.
11. 7988. Par pétition datée de Bruges, le 9 novembre 1853,  
Le sieur D'Haenens, ancien boutiquier à Bruges, demande que les tribunaux ne puissent prononcer la détention pour dettes, en matière civile ou commerciale, que pour un temps déterminé, à proportionner d'après la quotité de la dette, et que la somme à consigner pour aliments du détenu soit fixée au moins à 30 francs par mois. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.

12. 7956. Par pétition datée de Wacken, le 6 juin 1853,  
Les sieurs Laridon et Blondeel, huissiers de justice de paix, demandent l'établissement d'une caisse de pension en faveur des huissiers, la diminution du nombre des huissiers, la substitution d'une indemnité annuelle et fixe au salaire éventuel qu'ils reçoivent pour les exploits en matière de police et pour le service des audiences, et l'autorisation d'instrumenter dans les matières du ressort de la justice de paix. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
13. 7981. Par pétition datée de Charleroi, le 27 octobre 1853,  
Le sieur Bavay demande que les avocats soient soumis au droit de patente. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
14. 8009. Par pétition datée d'Anvers, le 12 novembre 1853,  
Le sieur Denis, soldat au 2<sup>e</sup> régiment de chasseurs à pied, réclame l'intervention de la Chambre pour que le Département de la Guerre donne suite à sa demande tendant à être traduit devant un conseil de guerre. — Concl. — Ordre du jour.

M. H. DE BAILLET, 5<sup>me</sup> rapporteur.

15. 8019. Par pétition datée de Malines, le 12 novembre 1853,  
Le sieur Antoine, ancien entrepreneur de travaux publics, réclame l'intervention de la Chambre pour obtenir une indemnité du chef des dommages qu'il a éprouvés en 1831, lorsque le génie militaire a pris possession de l'entrepôt d'Anvers dont il avait entrepris la construction. — Concl. — Ordre du jour.
16. 8020. Par pétition datée de Bruxelles, le 15 novembre 1853,  
Le sieur Vloeberghs, pharmacien chimiste à Bruxelles, soumet à la Chambre un moyen d'encourager les travailleurs sans devoir recourir au trésor public. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.
17. 8023. Par pétition datée de juillet 1853,  
Les Bourgmestres des communes d'Assche, Beyghem, Molenbeek-St-Jean, Dilbeek, Grimberghen, Bodeghem-St-Martin, Schepdael, Jette-St-Pierre, Laeken, Koekelberg, Beekerzeel, Strythem, Thollembeek, Lombeek-Ste-Catherine, Borgh, Zellick, Vollezeele, Perck, Grand-Bigard, Berchem-Ste-Agathe, Gammerages, Lombeek-Notre-Dame, Borgt-Lombeek, Lennick-St-Martin, Ganshoren, Hamme, Meysse, Sempst, Bueken, Strombeek-Bever, Grand-Bigard, Wemmel, Cappel-St-Ulric, Goyck,

Pamel, Wambeek, Andelicht, Cobbeghem, Relegghem, Humbeek, Eppenheim, Elewyt, Campenhout demandent que le Gouvernement soit mis en mesure de distribuer des secours extraordinaires aux populations dont les récoltes ont été ravagées par la grêle, dans la journée du 9 juillet dernier. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur.

18. 8029. Par pétition datée de Bruxelles, le 22 novembre 1853,  
Le sieur Greefs réclame l'intervention de la Chambre pour qu'il soit donné suite à l'action dont il a saisi le tribunal de première instance de Turnhout. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
19. 8033. Par pétition datée d'Anvers, le 18 novembre 1853,  
Le sieur Vandeput prie la Chambre de lui faire rembourser les droits de patente qu'il a été obligé de payer depuis 1840, en sa qualité de receveur des hospices d'Anvers. — Concl. — Ordre du jour.
20. 8035. Par pétition datée de Chatelineau, le 15 novembre 1853,  
Des aubergistes demandent qu'il soit interdit aux éclusiers, gardes-déversoirs et autres employés, de faire le commerce. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Travaux publics.
21. 8038. Par pétition datée de Léau, le 22 novembre 1853,  
Le sieur Coenen prie la Chambre d'autoriser le Gouvernement à faire l'échange de ses récépissés supplémentaires de l'emprunt de 1848. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre des Finances.
22. 8039. Par pétition datée d'Enghien, le 21 novembre 1853,  
Le sieur Deschuyffeleeer demande que des poursuites soient dirigées contre les huissiers attachés aux tribunaux qui, pour la fixation du coût de leurs actes, ne se conforment pas aux décrets sur la matière. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de la Justice.
23. 8045. Par pétition datée d'Aubin-Neufchâteau, le 22 novembre 1853,  
La dame Duchène, veuve du sieur Debatice, réclame l'intervention de la Chambre pour que son fils soit libéré du service militaire et qu'en attendant, il obtienne un congé illimité. — Concl. — Renvoi à M. le Ministre de l'Intérieur et dépôt sur le bureau pendant la discussion de la loi sur le recrutement de l'armée.
-